

Mesures anti-inflation et formidable bond en arrière du niveau de vie

POLOGNE : LA GUEULE DE BOIS LIBERALE

PAR ALAIN LIPIETZ

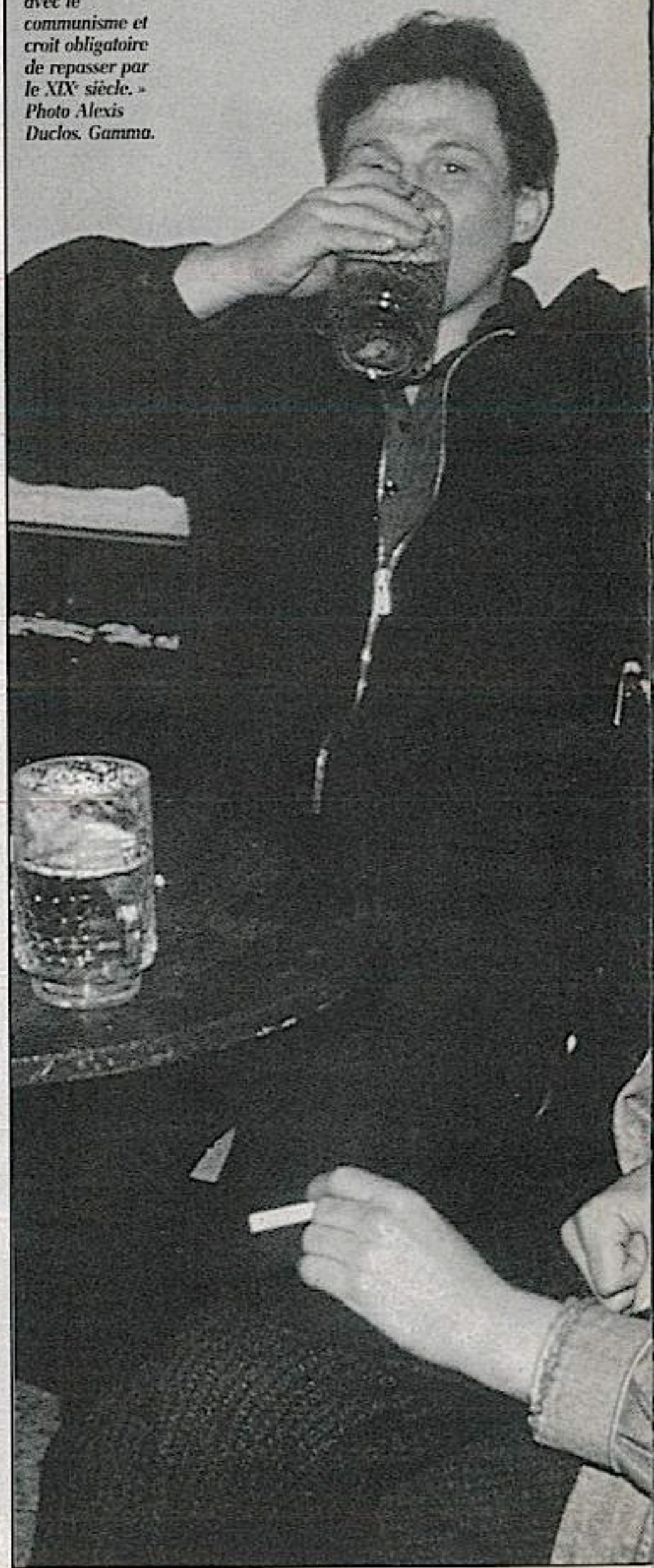
La Pologne devient un pays capitaliste normal. L'inflation (400 % en 1989) est à peu près stoppée. On ne fait plus la queue devant les magasins. Quand on demande un article manquant, le vendeur prend votre numéro de téléphone, au cas où il le trouverait... et parfois il vous rappelle ! La recette ? Les gens n'ont plus d'argent à dépenser. La lettre d'intention signée avec le FMI a prévu une indexation maximale des salaires sur les prix de 30 % en janvier et février. Ne demandez plus à un professeur combien coûte une course en taxi : il n'en a pas pris depuis longtemps.

BIDONVILLES. Ce formidable bond en arrière du niveau de vie est appliqué avec résolution par un gouvernement qui suit aveuglément les recommandations de Jeffrey Sachs (le brillant et ultra-libéral « stabilisateur » de la Bolivie). L'enchaînement logique est, hélas, trop prévisible : arrêt de la production (faute de marché intérieur, et faute de compétitivité externe, même avec de très bas salaires). Explosion du chômage, qui va se combiner avec un exode rural entraîné par la rationalisation des campagnes. Formation de bidonvilles au-

tour des villes que ravageaient déjà la crise du logement. L'écologie, jamais prise en compte, restera la huitième roue du... radeau. Les finances publiques, asséchées, tailleront dans ce qui reste des dépenses de santé et d'enseignement. A la clé : explosions revendicatives pour l'été, à l'instigation de l'ancien syndicat communiste, l'OPZZ, qui remonte en popularité et en adhésions : 4,5 millions, alors que Solidarnosc n'a plus que 2 millions de membres et voit presque tous ses cadres pompés par l'appareil d'Etat. « Le stress économique a remplacé le stress de la dictature », explique amèrement Anna Wyka, une sociologue d'inspiration verte. « Notre société est extrêmement fatiguée. Elle n'a plus de forces ni d'arguments pour résister. Elle veut rompre avec le communisme et croit obligatoire de repasser par le XIX^e siècle. Cette année verra peut-être la fin de la culture et de la science polonaises : on ne peut plus imprimer ou vendre de livres. La liberté de publier est aussitôt abolie par le prix du papier. »

Comment en est-on arrivé là ? Comment la seule révolution démocratique à l'Est dirigée par

Le dimanche au bar. « Notre société est extrêmement fatiguée. Elle n'a plus de forces ou d'arguments pour résister. Elle veut rompre avec le communisme et croit obligatoire de repasser par le XIX^e siècle. » Photo Alexis Duclos, Gamma.



« LE CAPITALISME D'ABORD APRES, ON VERRA »

un durable mouvement de masse enraciné dans la classe ouvrière a-t-elle pu déboucher sur une politique ultra-thatchérienne ? « Par ignorance », m'expliquent Henrik et Piotr, deux sociologues. « On se détourne du communisme, ennemi commun, et on ne sait pas qu'il existe des capitalismes plus ou moins sociaux. L'Allemagne, c'est l'ennemi inconnu. Alors on se tourne vers Reagan et Thatcher. Et d'ailleurs, Solidarnosc était très faible en 1989. »

Marcin Przybylowicz, « lobbyiste » du syndicat auprès du Parlement, me fait mesurer

L'écologie, jamais prise en compte, restera la huitième roue du radeau

L'ampleur de la défaite ouvrière. D'une part, à la Diète, les 120 députés nommés par le Parti communiste font bloc contre la remise en cause des privilèges de la nomenklatura (par exemple : faire repasser un concours à tous les directeurs) et profitent de l'absentéisme des élus des Comités civiques. D'autre part, au Sénat, presque entièrement composé d'élus des Comités civiques, liés à Solidarnosc, on s'aperçoit que la majorité est libérale et qu'elle s'oppose aux demandes sociales du syndicat ! La « famille » de l'ex-gauche laïque (Geremek, Michnik, etc.) occupe le devant de la scène mais ne peut rien faire (un peu comme la gauche du Parti démocratique brésilien sous Sarney). Kuron, au ministère du Travail, en est à quêter en Allemagne pour financer de futurs « restos du cœur ».

Konstanty Gebert, journaliste de *Gazeta* et vieux militant de la clandestinité, propose une analyse plus fine de la conversion au thatchérisme. Pour le groupe dirigeant de Solidarnosc, Walesa et la « famille », qui avaient été critiqués pendant des années pour leur volonté de négocier avec les com-

Andrezj Kuczynski, conseiller économique du Premier ministre, reçoit dans son immense bureau, « style des années 50 », comme on dit pudiquement. Avec le ministre des Finances, Balcerowicz, il assume avec vigueur l'expérimentation économique à grande échelle que subit la Pologne de Mazowiecki. Dans l'éclat de son regard bleu perce une résolution, presque une agressivité à l'égard d'une société qu'il entend bouleverser d'en haut, non par les décrets du Plan mais par les banderilles du marché et la pique du taux d'intérêt.

Il a deux messages à faire passer : c'est notre plan, et c'est un plan capitaliste.

■ **POLITIS : Quel jugement portez-vous, après deux mois de plan de stabilisation ?**

ANDREZJ KUCZYNKI : Financièrement, c'est déjà un succès. L'inflation est tombée de 80 % en janvier à 3 % en février. En termes réels, la situation est assez grave. La production est tombée de 30 % par rapport à l'année passée. Mais le crédit est reparti en février. Nos banques sont maintenant comme chez vous : elles prêtent à la demande des entreprises, avec un taux d'intérêt dépendant de celui de la banque centrale. Or, de janvier à février, nous avons abaissé ce taux mensuel de 46 % à 20 %.

■ **Mais ça reste un taux réel de 17 % par mois ! Vous pensez que ceux qui empruntent à ce taux-là anticipent la reprise de l'inflation ?**

Je crois surtout qu'ils ne peuvent pas faire autrement. En mars, nous abaissons encore le taux à 10 %, et il y aura un certain rattrapage des salaires et des retraites : la demande devrait repartir.

■ **C'est quand même un plan plus dur que ce qu'impose aujourd'hui le FMI aux pays endettés du Sud.**

Ce n'est pas un plan du FMI. C'est notre plan. Nous avons voulu briser l'hyperinflation au plus vite. Après, on verra. Il y avait au départ un flux de revenus sans rapport avec la pro-

duction réelle. La politique des revenus, on en a fait pendant quarante-cinq ans, ça ne marche pas. Nous avons donc libéré les prix car nous croyons que la loi du marché fonctionne toujours et en tout lieu pour équilibrer l'offre et la demande.

■ **Mais vous n'avez pas libéré le prix du travail !**

Ah non ! Les salaires, nous les limitons. Parce que quarante-cinq années de propriété d'Etat ont fait de nos chefs d'entreprise des châtres incapables de défendre leurs profits contre les salariés. Le salaire réel a baissé de 35 % (mais pas le niveau de vie, puisqu'on ne pouvait rien acheter avec son argent). Si nous sommes allés trop fort, on relâchera un peu, en mai ou à l'automne. De toute façon, ça sera très long de vendre par actions toute la Pologne. Les entreprises resteront longtemps étatiques, mais elles sont déjà autorisées à licencier. Elles ne l'ont pas fait en février, mais elles vont bien y être obligées. Nous voulions qu'elles dégraisent. Ça va faire une explosion du chômage. Nous avons prévu des indemnisations pour 500 000 chômeurs. Mais il y en aura probablement plus. Nous verrons alors.

■ **Avec quel budget ? Qui financera l'Etat et les caisses de chômage ?**

Les entreprises. Pour le moment, elles pleurent, mais elles paient. Comprenez-le : il faut apprendre aux gens à se débrouiller. Et pour le moment, ça tient.

■ **Et à moyen terme ?**

Dites-vous bien une chose : nous ne voulons pas de « troisième voie ». Nous voulons le capitalisme.

■ **Mais le capitalisme a cinquante voies ! Vous voulez imiter la Grande-Bretagne ou la Suède ? L'Argentine ou la Corée du Sud ?**

Nous construisons un capitalisme à la polonaise. Ça ne sera pas le XIX^e siècle ! Ça sera à peu près comme la France...



Marché aux livres dans les rues de Varsovie. « Cette année verra peut-être la fin de la culture et de la science polonaises : on ne peut plus imprimer ou vendre de livres. La liberté de publier est aussitôt abolie par le prix du papier. » Photo AFP.

◆◆◆
munistes, il fallait se dédouaner spectaculairement de toute « collusion » avec le communisme.

Pour la vaste couche de militants et d'intellectuels de Solidarnosc qui, au moment de la table ronde (en été), avaient caressé l'idée d'une social-démocratie, et qui, à l'automne, ont opté pour le libéralisme (*Gazeta* faisant la propagande de Jeffrey Sachs), la conversion est encore plus profonde. Chassés de leur emploi pendant l'état de guerre, ils n'ont eu d'autre solution que de se lancer dans l'entreprise privée, et ça a marché ! Ils ont produit des fringues, des ordinateurs « made in Poland », ils ont transformé la réalité par la libre entreprise, et ils en sont fiers... Même la clandestinité, c'était de la libre entreprise. Comme

Libération et *Actuel* à la fin des années 70, ils ont trouvé le libéralisme « sexy ».

Pour les masses, l'hyper-libéralisme est une religion de substitution au communisme : « En 1981, on avait proposé l'auto-gestion généralisée. C'était trop compliqué. » Le peuple polonais est prêt, de toute façon, à payer un prix très élevé pour sortir du communisme et de sa crise.

Et demain ?

Ça ne pourra pas durer éternellement. Les Comités civiques, plus ou moins sponsorisés par Solidarnosc, vont gagner les élections locales, mais dans un vide de débat démocratique tel qu'aucune signification politique claire ne sortira du choix de la société. Solidarnosc, en tant que mouvement social polymorphe (Etat-parti-syndicat),

va se décomposer, et sa survie comme syndicat est loin d'être assurée. Le Parlement, reflet de la situation politique de l'été dernier, est complètement dépassé. Il sera sans doute renouvelé avant la fin de l'année. Quelles forces se dégageront alors ?

MISÈRE. Au mieux, une alliance d'un Parti paysan unifié, sous la domination de paysans modernistes en affaires mais traditionalistes culturellement, et d'une démocratie chrétienne de centre droit (mais indépendante de l'épiscopat). Au pire, si le scénario sur le modèle argentin se confirme, une victoire de l'extrême droite populiste, avec même le soutien (comme pour Menem) de l'OPZZ, qui attend son heure. N'y a-t-il donc plus de forces progressistes en Pologne ? Si, mais très dispersées. Il y a les réseaux verts et alternatifs, très fondamentalistes et, pour l'instant, sortis de la politique. Il y a des syndicalistes de Solidarnosc qui prennent le pouvoir dans leurs usines, révoquant leurs directeurs. Il y a, à la base de l'Eglise, des « théologiens de la libération » sans le savoir, qui structureront la résistance populaire face à la misère et aux licenciements.

Mais tous ces gens n'ont aucune référence commune. Sauf une : l'amour de la Pologne, le

« La Pologne est un puits d'entropie, tout s'y dissout avant d'atteindre les extrêmes »

souci de son « intérêt supérieur ». Et c'est le principal antidote au « scénario argentin ». « La Pologne, me confie un vieux médecin du travail, sur le cadavre d'une bouteille de vodka, est un puits d'entropie. Tout s'y dissout avant d'atteindre les extrêmes. Nous n'avons eu ni fascisme absolu ni collectivisation absolue, nous n'aurons pas le libéralisme absolu. Nous aimons trop la vie pour cela. » **ALAIN LIPIETZ**